

*Mario Francisco Rizo Zeledón*

*Identidad y derecho:*  
Los títulos reales del pueblo de Sutiaba

IHNCA-UCA, Managua, 1999

Première édition, 291 p., ISBN: 99924-0-020-X

Mario Francisco Rizo Zeledón retrace les luttes des Indiens de Sutiaba, *corregimiento*<sup>1</sup> inclus dans la structure politico-administrative de la province de Nicaragua, que dominait la ville de León grâce aux relations entre *encomenderos*<sup>2</sup> et Indiens. Pourtant, Sutiaba constituait une entité différente de León, avec sa propre juridiction sur les communautés de Telica, Posolteguilla, Posoltega, et Quezalguaque. En effet, avec les lois Nouvelles de 1542, les Espagnols prirent en compte dans l'administration des terres et des hommes les formes qu'avaient les Indiens de se gouverner. À ce titre, en 1727, les autorités indiennes obtinrent un

*título real*<sup>3</sup> justifiant l'autonomie juridique de Sutiaba sur 63 *caballerías*<sup>4</sup> de terre. Mettant à profit cet espace juridique, les Indiens de Sutiaba n'eurent cesse de revendiquer leur territoire ancestral, qui permettait par la même occasion le maintien de leur identité ethnique. Ce fait essentiel explique pourquoi des *gobernadores*,<sup>5</sup> *alcaldes*,<sup>6</sup> et *regidores*<sup>7</sup> Indiens –sans oublier les confréries et associations religieuses– organisaient la structure politique de Sutiaba.

Le livre de Rizo Zeledón est construit autour de trois parties:

□ 1) La première constitue une étude introductive de Sutiaba.

L'auteur y trace le profil de la

communauté à partir d'une triple perspective: approche historique, juridique et anthropologique (de la Conquête jusqu'à nos jours). C'est ainsi qu'on apprend que les premières références écrites concernant Sutiaba remontent à 1538, lors de la création de l'*encomienda* subordonnée à la juridiction de León de Nicaragua.

Cependant, l'auteur n'oublie pas l'aspect culturel qu'il utilise comme une clef destinée à mieux saisir les liens entre les aspects juridiques et historiques. Il présente en effet les changements de la communauté à travers de complexes processus d'acculturation, tout en soulignant que la société sutiaba initia un processus de construction de son identité face au système d'oppression, en un mouvement paradoxalement parallèle à sa situation de subordination et d'exploitation. C'est ce qui apparaît avec la construction du mythe de Adiac et de sa fille Xochil Acal, qui résistèrent aux spoliations des Espagnols. Ce mythe ne fut jamais rapporté par les chroniqueurs officiels, probablement à cause de sa valeur revendicative. Il est à l'origine de l'esprit de résistance des Indiens de Sutiaba, bien visible lors du décret d'annexion de la municipalité indienne à la ville de León en 1902, dans la lignée des lois du gouvernement Zelaya qui établirent l'extinction des communautés indiennes du pays pour servir le projet d'État-nation.

□ 2) La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'organisation même du *título real*. Il s'agit en fait de deux: l'un de 1727 et l'autre de 1828,

1 Petite circonscription administrative régionale.

2 Responsables des Indiens ayant la obligation de les christianiser. Système qui, à l'origine, recommandait des Indiens à un *encomendero* sous contrôle public. Après 1542, l'*encomendero* perdit tout pouvoir sur "ses" Indiens, dont il ne faisait que percevoir le tribut.

3 Un document dûment légalisé qui authentifie la propriété d'un groupe.

4 Unité de surface équivalant à 45,1 ha.

5 Responsables de la Capitainerie Générale.

6 Maires.

7 Responsables d'une circonscription administrative.

plus une copie datée de 1956, collationnée à partir de l'infolio de 1828. L'auteur fournit la retranscription des documents.

Le document de 1727 est un manuscrit de 124 feuillets originaux, élaboré à Ciudad Guatemala et daté du 21 juillet 1727. Son authenticité émane de l'autorité d'Isidro López de Escisa, *oidor fiscal de la Real Audiencia*.<sup>8</sup> Il nous ramène à 1591, date à laquelle le roi émit deux cédulas royales. Celles-ci donnaient juridiquement naissance à la *acomodada composición* –disposition royale destinée à consolider les situations illégales dans la possession de terres–, qui protège par la même occasion les droits des Indiens sur leurs terres. La Couronne s'assurait surtout par cette disposition d'une nouvelle rentrée d'argent.

Ce *título real* d'une communauté indienne est l'expression du droit colonial développé en Amérique par la Couronne espagnole. Sa valeur juridique dérive de la volonté des monarques d'assurer aux Indiens les terres qui leur appartiennent et leur permettent de croître. Et, derrière ce droit, la Couronne s'assurait des revenus pour le Trésor royal, tant par la voie des tributs que par le recouvrement des impôts liés aux différentes procédures judiciaires que nécessitait l'octroi du titre.

L'existence de *títulos reales* à Sutiaba provient du fait qu'en 1692 Gaspar Rodríguez prétendit s'emparer du site

Nuestra Señora del Buen Suceso en se référant au principe de la *acomodada composición*. Celui-ci perdit la procédure au profit des Indiens de Sutiaba. Afin que pareille situation ne se reproduise pas, les dirigeants politiques indiens décidèrent de faire usage à leur tour du droit de la *acomodada composición* et firent recenser leurs terres, soit 33 *caballerías* avec titres de propriété, plus 30 *caballerías* de communs. Le 15 février 1721, le recensement était fini et il fallut attendre encore jusqu'au 26 janvier 1726 pour préparer les actes. Après paiement à la Real Caja de Guatemala de 200 *tostones*<sup>9</sup> d'or, le titre fut délivré et enregistré à León de Nicaragua le 6 octobre 1727.

Afin de bien comprendre les enjeux autour des *títulos reales*, l'auteur dresse également une liste des personnes qui sont nommées dans le texte, soit 215 personnes, avec leur situation sociale. Ainsi le lecteur se rend-il compte de la diversité des intérêts en jeu dans le kaléidoscope humain et institutionnel qui rendit possible ces *títulos reales*.

Le document de 1828 est une copie légale réalisée par les Indiens eux-mêmes. En effet, à l'Indépendance, Sutiaba constituait une municipalité et jouissait donc du droit de légaliser un titre. Cette copie fut émise dans le souci de sauvegarder un document endommagé par le temps, mais surtout de s'affirmer face aux revendications politiques des libéraux de León.

La copie collationnée de 1956 avait aussi pour but de réactiver le militantisme ethnique à

un moment où l'identité de Sutiaba était à nouveau menacée par l'État moderne.

Finalement, les trois documents rendent compte de la légitimité des droits territoriaux des Indiens sutiaba pendant la Colonie et l'Indépendance, ainsi que de sa pertinence juridique actuelle face à l'État moderne.

- 3) Dans la troisième partie de l'ouvrage, l'auteur présente une série de documents historiques liés à l'histoire de Sutiaba, tel l'acte soumettant Sutiaba en *encomienda* à la faveur des Espagnols Francisco de Castrillo et Francisco Téllez, en 1548.

Mario Francisco Rizo Zeledón, juriste et anthropologue, domine son sujet. La bibliographie sélective constitue une solide et sérieuse base de travail pour poursuivre des recherches sur les Indiens de Sutiaba, d'autant plus que l'auteur signale les nombreux chantiers qui restent à ouvrir, notamment au niveau archéologique. L'auteur présente ses sources et réussit leur étude critique. Les documents sont replacés dans leur contexte historique avec le souci constant de faciliter leur compréhension. L'ensemble est illustré d'extraits des *títulos reales*, ainsi que de cartes et de photographies. Outre l'intérêt historique des documents, signalons que Sutiaba constitue l'unique communauté indienne du Nicaragua qui a réussi à conserver les originaux des *títulos reales*.

\*

Sébastien Hardy  
CEMCA-Managua  
shardy@ibw.com.ni

8 Juge de l'Audience.

9 Deux *tostones*, un peso; cette somme équivaut à 100 pesos d'or.